



Conseil Economique  
et Social

Distr.  
GENERALE

E/CN.4/1990/8  
10 novembre 1989

FRANCAIS  
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME  
Quarante-sixième session  
Point 8 c) de l'ordre du jour provisoire

QUESTION DE LA JOUISSANCE EFFECTIVE, DANS TOUS LES PAYS, DES DROITS  
ECONOMIQUES, SOCIAUX ET CULTURELS PROCLAMES PAR LA DECLARATION  
UNIVERSELLE DES DROITS DE L'HOMME ET PAR LE PACTE INTERNATIONAL  
RELATIF AUX DROITS ECONOMIQUES, SOCIAUX ET CULTURELS, ET ETUDE  
DES PROBLEMES PARTICULIERS QUE RENCONTRENT LES PAYS EN DEVELOPPEMENT  
DANS LEURS EFFORTS TENDANT A LA REALISATION DE CES DROITS DE L'HOMME

PARTICIPATION POPULAIRE SOUS SES DIVERSES FORMES EN TANT QUE FACTEUR  
IMPORTANT DU DEVELOPPEMENT ET DE LA REALISATION INTEGRALE DE  
TOUS LES DROITS DE L'HOMME

Rapport du Secrétaire général

1. Aux paragraphes 2 et 3 de sa résolution 1989/14 du 2 mars 1989, la Commission des droits de l'homme a prié le Secrétaire général de présenter à la Commission, pour examen à sa quarante-sixième session, un rapport contenant les observations formulées par les gouvernements, les organes des Nations Unies, les institutions spécialisées et les organisations non gouvernementales qui ne l'avaient pas encore fait sur l'étude relative à la participation populaire sous ses diverses formes en tant que facteur important du développement et de la réalisation intégrale de tous les droits de l'homme (E/CN.4/1985/10 et Add.1 et 2).

2. En outre, au paragraphe 5 de la résolution susmentionnée, la Commission a prié le Secrétaire général d'user de tous les moyens à sa disposition pour recueillir les renseignements pertinents et établir sur cette base une étude visant à déterminer dans quelle mesure le droit à la participation a pris corps et s'est développé au niveau national, et de présenter cette étude à la Commission à sa quarante-septième session.

3. En conséquence, par une note verbale datée du 23 juin 1989, le Secrétaire général a invité les gouvernements qui ne l'avaient pas encore fait à formuler des observations sur l'étude susmentionnée, si possible pour le 8 septembre 1989. Parallèlement, le Secrétaire général adjoint aux droits de l'homme, par une lettre datée du même jour, a invité les organes des Nations Unies, les institutions spécialisées et les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif à communiquer également leurs observations pour qu'elles soient présentées à la Commission des droits de l'homme à sa quarante-sixième session. On peut noter que le Secrétaire général avait adressé des invitations analogues en 1985, 1986, 1987 et 1988, conformément aux résolutions de la Commission des droits de l'homme. Les réponses reçues figurent dans les documents E/CN.4/1986/11 et Add.1, E/CN.4/1987/11, E/CN.4/1988/11 et Add.1, et E/CN.4/1989/11.

4. En application du paragraphe 5 de la résolution 1989/14 et en vue du rapport qui doit être présenté à la Commission des droits de l'homme à sa quarante-septième session, en 1991, le Secrétaire général a invité les gouvernements, par une note verbale datée du 30 juin 1989, à fournir tous les renseignements qu'ils voudront bien communiquer sur la mesure dans laquelle le droit à la participation a pris corps et s'est développé au niveau national. Par une lettre datée du même jour, le Secrétaire général adjoint aux droits de l'homme a invité également les organes des Nations Unies, les institutions spécialisées et les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif à fournir le même type d'information.

5. Au 1er novembre 1989, deux réponses contenant des observations de fond sur l'étude relative à la participation populaire sous ses diverses formes en tant que facteur important du développement et de la réalisation intégrale de tous les droits de l'homme (E/CN.4/1985/10 et Add.1 et 2) avaient été reçues, en application des paragraphes 2 et 3 de la résolution 1989/14 de la Commission. Dans une communication datée du 31 juillet 1989, la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique a déclaré qu'elle avait relevé l'intérêt du document E/CN.4/1985/10 et Add.1 et 2 pour ses activités concernant une stratégie de développement social au niveau régional et une enquête régionale sur la qualité de vie. La CESAP tiendra compte de ce document pour la suite de ses activités dans ces domaines. L'Association internationale de sociologie (AIS) a indiqué dans une lettre datée du 27 juillet 1989 que l'étude susmentionnée avait été présentée au Comité exécutif de l'Association lors de sa récente session annuelle et que celui-ci avait approuvé sans réserve l'étude et ses conclusions. Il conviendrait de rapprocher ces observations de celles qui figurent dans les précédents rapports susmentionnés.

6. En outre, s'agissant du paragraphe 5 de la résolution 1989/14 de la Commission, des réponses ont été reçues, qui seront examinées lors de l'établissement du rapport qui doit être présenté à la Commission à sa quarante-septième session. Ces réponses viennent des pays et émanent des organismes suivants : Canada, République dominicaine, Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale, Baptist Theological Seminary, International Institute of Higher Studies in Criminal Sciences, Fédération internationale pour le planning familial, Survival International, Ligue mondiale pour l'éducation nouvelle, Programme Trickle Up et Fédération mondiale pour les études sur le futur. Ces réponses peuvent être consultées au secrétariat.

---